

FCP BIAT- EPARGNE ACTIONS

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2021

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2021

I. Rapport sur l'audit des états financiers :

- **Opinion :**

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué l'audit des états financiers annuels du fonds **FCP BIAT EPARGNE ACTIONS**, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, l'état du résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds « FCP BIAT EPARGNE ACTIONS » au 31 décembre 2021, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

- **Fondement de l'opinion :**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds et du gestionnaire conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

- **Paragraphes d'observation**

(1) Nous attirons l'attention sur la note **3.3** des états financiers, qui décrit la nouvelle méthode adoptée par le fond « FCP BIAT EPARGNE ACTIONS » pour la valorisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées suite aux recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances et en présence des différentes parties prenantes. Ce traitement comptable appliqué d'une manière prospective et prévoyant une hétérogénéité dans les méthodes de valorisation du portefeuille des obligations et des valeurs assimilées, devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

- **Rapport de gestion :**

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article de l'article 20 du Code des Organismes de Placement Collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

- **Responsabilités du gestionnaire du fonds et des responsables de la gouvernance pour les états financiers :**

Le gestionnaire du Fonds est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction du gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation,

Il incombe au gestionnaire du fonds de surveiller le processus d'information financière du fonds.

- **Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers :**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers sont décrites de façon plus détaillée dans l'**Annexe 1** du présent rapport de commissariat aux comptes. Cette description, qui se trouve à la page 5, fait partie intégrante de notre rapport.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires :

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

- **Efficacité du système de contrôle interne :**

En application de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, (modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005), nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du gestionnaire.

A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la direction du gestionnaire.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

- **Conformité aux règles prudentielles :**

Par référence à l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001 portant application de l'article 29 et 30 du code des organismes de placement collectif et relatif aux ratios d'emploi de l'actif des OPCVM, nous constatons qu'à la date du 31/12/2021, le montant non utilisé conformément aux dispositions de l'article susvisé représente **2,10%** soit au-dessus du seuil de 2%.

Tunis, le 28 mars 2022

Le Commissaire aux Comptes :

ABC AUDIT & CONSEIL

Walid AMOR

Annexe 1 : Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le gestionnaire, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le gestionnaire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le fonds à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinents concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchant la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

| BILANS COMPARES | | NOTE | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|----------------------------------|--|------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Montants en Dinars | Montants en Dinars |
| ACTIF | | | | |
| AC1 | PORTEFEUILLE TITRES | AC1 | 64 263 137,639 | 61 846 765,160 |
| AC1-A | ACTIONS ET DROITS RATTACHES | | 53 171 219,389 | 53 442 314,314 |
| AC1-B | EMPRUNTS D'ETAT (BTA) | | 11 091 918,250 | 8 404 450,846 |
| AC2 | DISPONIBILITES | AC2 | 317 704,373 | 9 187 029,245 |
| AC3 | CREANCES D'EXPLOITATION | AC3 | 1 061 154,324 | 153 306,878 |
| TOTAL ACTIF | | | 65 641 996,336 | 71 187 101,283 |
| PASSIF | | | | |
| PA1 | OPERATEURS CREDITEURS | PA1 | 94 108,076 | 90 829,796 |
| PA2 | AUTRES CREDITEURS DIVERS | PA2 | 741 437,543 | 826 566,127 |
| TOTAL PASSIF | | | 835 545,619 | 917 395,923 |
| ACTIF NET | | | 64 806 450,717 | 70 269 705,360 |
| CP1 | CAPITAL | CP1 | 62 879 485,143 | 69 769 144,240 |
| CP2 | SOMMES DISTRIBUABLES | CP2 | 1 926 965,574 | 500 561,120 |
| CP2-A | SOMMES DISTRIBUABLES DES EXERCICES ANT. | | 417,476 | 357,649 |
| CP2-B | RESULTAT DISTRIBUABLE DE L'EXERCICE | | 2 236 878,917 | 489 361,219 |
| CP2-C | REGUL. RESULTAT DISTRIBUABLE DE L'EXERCICE | | -310 330,819 | 10 842,252 |
| ACTIF NET | | | 64 806 450,717 | 70 269 705,360 |
| TOTAL ACTIF NET ET PASSIF | | | 65 641 996,336 | 71 187 101,283 |

| ETATS DE RESULTAT COMPARES | | Note | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|---|-------------|------------------------------|------------------------------|
| | | | Montant en Dinars | Montant en Dinars |
| PR1 | REVENUS DU PORTEFEUILLE-TITRES | PR1 | 3 424 190,615 | 1 604 349,238 |
| PR1-A | REVENUS DES ACTIONS | | 2 747 543,261 | 1 258 683,950 |
| PR1-B | REVENUS DES EMPRUNTS D'ETAT (BTA) | | 676 647,354 | 345 665,288 |
| REVENUS DES PLACEMENTS | | | 3 424 190,615 | 1 604 349,238 |
| CH1 | CHARGES DE GESTION DES PLACEMENTS | CH1 | -1 095 623,326 | -1 029 510,321 |
| REVENU NET DES PLACEMENTS | | | 2 328 567,289 | 574 838,917 |
| CH2 | AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | CH2 | -91 688,372 | -85 477,698 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 2 236 878,917 | 489 361,219 |
| PR3 | REGULARISATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION | | -310 330,819 | 10 842,252 |
| SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE | | | 1 926 548,098 | 500 203,471 |
| PR4-A | REGULARISATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION (ANNULATION) | | 310 330,819 | -10 842,252 |
| PR4-B | VARIATION DES +/- VALUES POTENTIELLES SUR TITRES | | 5 216 473,153 | -3 166 204,621 |
| PR4-C | +/- VALUES REALISEES /CESSION DE TITRES | | -1 132 639,557 | -1 250 474,229 |
| PR4-D | FRAIS DE NEGOCIATION DE TITRES | | -52 933,780 | -85 767,444 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | | 6 267 778,733 | -4 013 085,075 |

| ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET | | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|----------------------------------|--|------------------------|-----------------------|
| | | Montant en Dinars | Montant en Dinars |
| AN1 | VARIATION ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION | 6 267 778,733 | -4 013 085,075 |
| AN1-A | RESULTAT D'EXPLOITATION | 2 236 878,917 | 489 361,219 |
| AN1-B | VARIATION DES +/-VALUES POTENTIELLES SUR TITRES | 5 216 473,153 | -3 166 204,621 |
| AN1-C | +/-VALUES REALISEES SUR CESSION DES TITRES | -1 132 639,557 | -1 250 474,229 |
| AN1-D | FRAIS DE NEGOCIATION DES TITRES | -52 933,780 | -85 767,444 |
| AN2 | DISTRIBUTION DE DIVIDENDES | -497 127,631 | -1 638 510,120 |
| AN3 | TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL | -11 233 905,745 | 4 853 308,354 |
| | SOUSCRIPTIONS | 12 211 077,992 | 10 463 215,145 |
| AN3-A | CAPITAL (SOUSCRIPTIONS) | 8 345 400,000 | 7 506 200,000 |
| AN3-B | REGULARISATION DES SOMMES NON DISTRIBUABLES (S) | 3 720 531,834 | 2 874 055,230 |
| AN3-C | REGULARISATION DES SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EX.CLOS (S) | 79 017,939 | 50 218,645 |
| AN3-D | REGULARISATION DES SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EX (S) | 66 128,219 | 32 741,270 |
| | RACHATS | -23 444 983,736 | -5 609 906,791 |
| AN3-F | CAPITAL (RACHATS) | -15 810 700,000 | -3 977 600,000 |
| AN3-G | REGULARISATION DES SOMMES NON DISTRIBUABLES (R) | -7 175 790,747 | -1 568 827,922 |
| AN3-H | REGULARISATION DES SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EX.CLOS (R) | -82 033,952 | -41 579,851 |
| AN3-I | REGULARISATION DES SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EX (R) | -376 459,038 | -21 899,018 |
| | VARIATION DE L'ACTIF NET | -5 463 254,643 | -798 286,841 |
| AN4 | ACTIF NET | | |
| AN4-A | DEBUT DE L'EXERCICE | 70 269 705,360 | 71 067 992,201 |
| AN4-B | FIN DE L'EXERCICE | 64 806 450,717 | 70 269 705,360 |
| AN5 | NOMBRE DE PARTS | | |
| AN5-A | DEBUT DE L'EXERCICE | 499 644 | 464 358 |
| AN5-B | FIN DE L'EXERCICE | 424 991 | 499 644 |
| | VALEUR LIQUIDATIVE | | |
| A- | DEBUT DE L'EXERCICE | 140,639 | 153,045 |
| B- | FIN DE L'EXERCICE | 152,488 | 140,639 |
| AN6 | TAUX DE RENDEMENT | 9,14% | -5,81% |

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

DE LA PERIODE DU 01.01.2021 AU 31.12.2021

1. PRESENTATION DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT :

FCP BIAT- EPARGNE ACTIONS est un Fonds Commun de Placement, de distribution, de catégorie mixte particulièrement dédié aux personnes physiques titulaires de Comptes Epargne en Actions (CEA), remplissant les conditions d'éligibilité au dégrèvement fiscal au titre du CEA. Il a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier en date du 04 Juillet 2006.

2. REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS :

Les états financiers annuels arrêtés au 31/12/2021 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

3. PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES :

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des différents éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents :

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions admises à la cote sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en bons de trésor assimilables et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2 Évaluation des placements en Actions admises à la cote :

Les placements en actions admises à la cote sont évalués, en date d'arrêt, à leur valeur de marché.

La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation, des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31/12/2021 ou à la date antérieure la plus récente.

3.3 Évaluation du portefeuille des bons du trésor assimilables :

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les placements en bons du trésor sont évalués, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- à la valeur de marché lorsqu'ils font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- au coût amorti lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- à la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncés dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence des différentes parties prenantes, les Bons de Trésor Assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de Bons du Trésor ouvertes à l'émission avant le 31/12/2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres)
- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de Bons du Trésor ouvertes à l'émission à compter du 1er janvier 2018.

Le fond détient des lignes de BTA dont la souche a été ouverte à l'émission après le 1er janvier 2018, elles sont valorisées à la valeur actuelle sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines.

3.4 Évaluation des autres placements :

Les placements monétaires demeurent évalués à leur prix d'acquisition.

3.5 Cession des placements :

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

4. NOTES SUR LES ELEMENTS DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT :

AC1- Note sur le portefeuille titres :

| <i>Désignation du titre</i> | <i>Nombre de titres</i> | <i>Coût d'acquisition</i> | <i>Valeur au 31/12/2021</i> | <i>% de l'Actif Net</i> |
|---|-------------------------|---------------------------|-----------------------------|-------------------------|
| AC1.A Actions et Droits rattachés | | 51 355 342,590 | 53 171 219,389 | 82,05% |
| ASSAD | 230 261 | 719 060,333 | 381 542,477 | 0,59% |
| ATTIJARI BANK | 51 495 | 1 736 300,643 | 1 566 168,930 | 2,42% |
| BIAT | 67 690 | 3 497 491,117 | 4 008 872,560 | 6,19% |
| DELICE HOLDING | 107 500 | 1 567 959,017 | 1 606 050,000 | 2,48% |
| EURO-CYCLES | 94 581 | 2 237 155,923 | 3 032 456,022 | 4,68% |
| LAND'OR | 205 950 | 1 707 488,576 | 1 812 360,000 | 2,80% |
| MONOPRIX | 132 049 | 1 146 523,305 | 606 501,057 | 0,94% |
| ONE TECH HOLDING | 329 571 | 2 935 479,380 | 2 857 710,141 | 4,41% |
| ONE TECH HOLDING DA 2021-1/2 | 330 287 | 1 471 322,700 | 2 645 598,870 | 4,08% |
| POULINA G H | 382 879 | 4 106 703,433 | 4 361 757,568 | 6,73% |
| SAH LILAS | 414 826 | 4 699 864,313 | 4 616 183,728 | 7,12% |
| SAM | 116 641 | 365 280,333 | 315 630,546 | 0,49% |
| SFBT | 210 566 | 3 279 919,946 | 3 834 196,294 | 5,92% |
| SMART TUNISIE | 65 642 | 1 673 871,000 | 1 756 514,278 | 2,71% |
| SMART TUNISIE NS 2021 | 14 270 | 363 885,000 | 363 885,000 | 0,56% |
| SOMOCER | 367 718 | 354 743,782 | 308 883,120 | 0,48% |
| SOTIPAPIER | 631 840 | 3 841 084,342 | 3 573 687,040 | 5,51% |
| SOTRAPIL | 40 148 | 519 784,561 | 515 701,060 | 0,80% |
| SOTUVER | 557 684 | 3 261 194,229 | 4 066 631,728 | 6,28% |
| STAR | 8 432 | 927 520,000 | 1 028 619,680 | 1,59% |
| TELNET HOLDING | 274 177 | 2 324 591,939 | 2 270 185,560 | 3,50% |
| TPR | 824 702 | 3 284 735,607 | 3 546 218,600 | 5,47% |
| UIB | 106 645 | 2 346 624,011 | 1 672 726,825 | 2,58% |
| UNIMED | 329 365 | 2 986 759,101 | 2 423 138,305 | 3,74% |
| AC1.B Emprunts d'État (BTA) | | 10 534 081,200 | 11 091 918,250 | 17,12% |
| BTA 6.00% 10 AVRIL 2024 | 430 | 413 913,000 | 428 841,657 | 0,66% |
| BTA 6.3% 11 MARS 2026 | 1 100 | 1 018 880,000 | 1 063 839,561 | 1,64% |
| BTA 6.00% 12 JANVIER 2024 | 600 | 558 360,000 | 586 292,055 | 0,90% |
| BTA 6.70% 13 AVRIL 2028 | 730 | 685 241,000 | 713 434,600 | 1,10% |
| BTA 7.5% 13 DÉCEMBRE 2028 (1) | 2 790 | 2 519 370,000 | 2 542 061,873 | 3,92% |
| BTA 7.2% 13 MAI 2027 (1) | 761 | 689 703,200 | 726 890,521 | 1,12% |
| BTA 6.30% 14 OCTOBRE 2026 | 230 | 221 513,000 | 224 021,953 | 0,35% |
| BTA 7.5% 26 JANVIER 2028 (1) | 4 042 | 3 701 068,000 | 3 932 807,718 | 6,07% |
| BTA 6.60% 29 MARS 2027 | 770 | 726 033,000 | 756 998,392 | 1,17% |
| Variation d'estimation des +/- valeurs du portefeuille BTA (2) | | | 116 729,920 | 0,18% |
| Total portefeuille titres | | 61 889 423,790 | 64 263 137,639 | 99,16% |

(1) La plus-value potentielle constatée sur les BTA en portefeuille dont la souche a été ouverte à l'émission après le 1er janvier 2018 s'élève, au 31/12/2021, à **44 631,420 DT** et correspond à l'écart entre la valeur actuelle des BTA issue de la courbe des taux des émissions souveraines et leur prix d'acquisition. Ce même montant a été porté en capitaux propres en tant que sommes

non distribuables et intégré dans le calcul du résultat net de l'exercice.

- (2) Ce montant s'élevant au 31/12/2021 à **116 729,920 DT** correspond à l'amortissement des primes et décotes constatées sur le portefeuille BTA dont la souche a été ouverte à l'émission avant le 1er janvier 2018 et ce, d'une manière constante à partir du 29/01/2018 jusqu'à la date de l'échéance. Ce même montant a été porté en capitaux propres en tant que somme non distribuable et intégré dans le calcul du résultat net de l'exercice.

Les mouvements du portefeuille-titres du FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS :

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le portefeuille-titres du FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS, se détaillent comme suit :

| | Coût d'acquisition | Intérêts courus nets | Plus (moins) valeurs latentes | Valeur au 31/12 | Plus (moins) valeurs réalisées |
|--|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|-----------------------|--------------------------------------|
| Soldes au 31/12/2020 | 64 811 262,925 | 274 737,049 | - 3 239 234,814 | 61 846 765,160 | |
| Acquisitions de l'exercice | | | | | |
| Actions et droits rattachés | 7 800 293,200 | | | 7 800 293,200 | |
| Emprunts d'Etat (BTA) | 11 342 006,056 | | | 11 342 006,056 | |
| Cessions de l'exercice | | | | | |
| Actions et droits rattachés | -16 798 466,392 | | | -16 798 466,392 | -1 193 892,357 |
| Emprunts d'Etat (BTA) | -3 695 652,000 | | | -3 695 652,000 | 61 252,800 |
| Remboursement de l'exercice | | | | | |
| Remboursement emprunt d'Etat | -1 570 020,000 | | | -1 570 020,000 | |
| Variation des plus ou moins- valeurs latentes | | | 5 216 472,954 | 5 216 472,954 | |
| Variation des intérêts courus | | 121 738,661 | | 121 738,661 | |
| Soldes au 31/12/2021 | 61 889 423,790 | 396 475,710 | 1 977 238,140 | 64 263 137,639 | -1 132 639,557 |

PR1- Note sur les revenus du portefeuille-titres :

Les revenus du portefeuille titres totalisent **3 424 190,615 Dinars** au 31/12/2021, contre **1 604 349,238 Dinars** au 31/12/2020 et se détaillant comme suit :

| REVENUS | Montant au 31/12/2021 | Montant au 31/12/2020 |
|--|----------------------------------|----------------------------------|
| Revenus des actions | 2 747 543,261 | 1 258 683,950 |
| <input type="checkbox"/> Dividendes | 2 747 543,261 | 1 258 683,950 |
| Revenus des Emprunts d'Etat (BTA) | 676 647,354 | 345 665,288 |
| <input type="checkbox"/> Intérêts courus | 102 509,566 | 14 299,406 |
| <input type="checkbox"/> Intérêts échus | 574 137,788 | 331 365,882 |
| TOTAL | 3 424 190,615 | 1 604 349,238 |

AC2- Note sur les Disponibilités :

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2021, à **317 704,373 Dinars** et représentant les avoirs en banque.

AC3- Note sur les créances d'exploitation :

Les créances d'exploitation s'élèvent au 31/12/2021, à **1 061 154,324 Dinars**, contre **153 306,878 Dinars** au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

| Créances d'exploitation | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|----------------------|--------------------|
| RS/ Achat de Bons du Trésor Assimilables | 0,000 | 11 985,527 |
| Les sommes à l'encaissement/Vente de Titres | 1 061 154,324 | 141 321,351 |
| Total | 1 061 154,324 | 153 306,878 |

PA- Note sur le Passif :

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2021, à **835 545,619 Dinars** contre **917 395,923 Dinars** au 31/12/2020 et s'analysent comme suit :

| Note | PASSIF | Montant au 31/12/2021 | Montant au 31/12/2020 |
|--------------|--------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| PA1 | Opérateurs créditeurs | 94 108,076 | 90 829,796 |
| PA2 | Autres créditeurs divers | 741 437,543 | 826 566,127 |
| TOTAL | | 835 545,619 | 917 395,923 |

PA 1 : Le solde du poste opérateurs créditeurs s'élève au 31/12/2021 à **94 108,076 Dinars** contre **90 829,796 Dinars** au 31/12/2020 et se détaillant comme suit :

| Opérateurs Créditeurs | Montant au 31/12/2021 | Montant au 31/12/2020 |
|------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Gestionnaire | 80 631,263 | 83 842,888 |
| Dépositaire | 13 476,813 | 6 986,908 |
| Total | 94 108,076 | 90 829,796 |

PA 2 : Les autres créiteurs divers s'élèvent au 31/12/2021, à **741 437,543 Dinars** contre **826 566,127 dinars** au 31/12/2020 et se détaillant comme suit :

| Autres créiteurs divers | Montant au 31/12/2021 | Montant au 31/12/2020 |
|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| État, impôts et taxes | 7 862,771 | 12 926,366 |
| Sommes à payer au titre de rachats | 10 560,036 | 0,000 |
| Redevance CMF | 5 645,854 | 5 871,352 |
| Sommes à régler /Achats titres | 697 158,090 | 793 160,118 |
| Honoraires CAC | 19 719,734 | 14 405,226 |
| Autres créiteurs divers | 491,058 | 203,065 |
| Total | 741 437,543 | 826 566,127 |

CH1- Note sur les charges de gestion des placements :

Les charges de gestion des placements s'élèvent au 31/12/2021, à **1 095 623,326 Dinars**, contre **1 029 510,321 Dinars** au 31/12/2020, et se détaillent comme suit :

| Charges de gestion des placements | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|----------------------|----------------------|
| Rémunération du gestionnaire | 1 011 344,601 | 950 317,204 |
| Rémunération du dépositaire | 84 278,725 | 79 193,117 |
| Total | 1 095 623,326 | 1 029 510,321 |

CH2- Note sur les autres charges d'exploitation :

Les autres charges d'exploitation s'élèvent au 31/12/2021 à **91 688,372 Dinars**, contre **85 477,698 Dinars** au 31/12/2020 et se détaillant comme suit :

| Autres charges d'exploitation | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Redevance CMF | 70 820,884 | 66 548,852 |
| Rémunération CAC | 19 915,860 | 18 417,174 |
| Charges Diverses | 951,628 | 511,672 |
| Total | 91 688,372 | 85 477,698 |

CP1- Note sur le capital :

Les mouvements sur le capital au 31/12/2021, se détaillent comme suit :

| | 2021 | 2020 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| <u>Capital au 01/01 (en nominal)</u> | | |
| <input type="checkbox"/> Montant | 49 964 400,000 | 46 435 800,000 |
| <input type="checkbox"/> Nombre de titres émis | 499 644 | 464 358 |
| <input type="checkbox"/> Nombre de porteurs de parts | 2 265 | 2 272 |
| <u>Souscriptions réalisées (en nominal)</u> | | |
| <input type="checkbox"/> Montant | 8 345 400,000 | 7 506 200,000 |
| <input type="checkbox"/> Nombre de titres émis | 83 454 | 75 062 |
| <u>Rachats effectués (en nominal)</u> | | |
| <input type="checkbox"/> Montant | 15 810 700,000 | 3 977 600,000 |
| <input type="checkbox"/> Nombre de titres rachetés | 158 107 | 39 776 |
| <u>Capital au 31/12</u> | 62 879 485,143 | 69 769 144,240 |
| <input type="checkbox"/> Montant en nominal | 42 499 100,000 | 49 964 400,000 |
| <input type="checkbox"/> Sommes non distribuables (*) | 20 380 385,143 | 19 804 744,240 |
| <input type="checkbox"/> Nombre de titres | 424 991 | 499 644 |
| <input type="checkbox"/> Nombre de porteurs de parts | 2 106 | 2 265 |

(*) : Les sommes non distribuables s'élèvent à **20 380 385,143 Dinars** au 31/12/2021, contre **19 804 744,240 Dinars** au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

| | <u>31/12/2021</u> | <u>31/12/2020</u> |
|---|--------------------------|--------------------------|
| Sommes non distribuables des exercices antérieurs | 19 804 744,240 | 23 001 963,226 |
| 1- <u>Résultat non distribuable de l'exercice</u> | 4 030 899,816 | -4 502 446,294 |
| <input type="checkbox"/> Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres | 5 216 473,153 | -3 166 204,621 |
| <input type="checkbox"/> +/- values réalisées sur cession de titres. | -1 132 639,557 | -1 250 474,229 |
| <input type="checkbox"/> Frais de négociation de titres. | -52 933,780 | -85 767,444 |
| 2- <u>Régularisation des sommes non distribuables</u> | -3 455 258,913 | 1 305 227,308 |
| <input type="checkbox"/> Aux émissions | 3 720 531,834 | 2 874 055,230 |
| <input type="checkbox"/> Aux rachats | -7 175 790,747 | -1 568 827,922 |
| Sommes non distribuables | 20 380 385,143 | 19 804 744,240 |

CP2- Note sur les sommes distribuables :

Les sommes distribuables correspondent au résultat distribuable de l'exercice augmenté des régularisations correspondantes effectuées à l'occasion des opérations de souscription et de rachat de parts FCP BIAT-EPARGNE ACTIONS et les sommes distribuables des exercices antérieurs.

Le solde de ce poste, se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2021</u> | <u>31/12/2020</u> |
|---|----------------------|--------------------|
| Résultat distribuable de l'exercice | 2 236 878,917 | 489 361,219 |
| Régularisation du résultat distribuable de l'exercice | -310 330,819 | 10 842,252 |
| Sommes Distribuables des exercices antérieurs | 417,476 | 357,649 |
| Sommes Distribuables | 1 926 965,574 | 500 561,120 |

5. AUTRES INFORMATIONS :

5-1 Données par part

| | <u>31/12/2021</u> | <u>31/12/2020</u> | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> | <u>31/12/2017</u> |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <input type="checkbox"/> Revenus des placements | 8,057 | 3,211 | 5,433 | 4,695 | 3,711 |
| <input type="checkbox"/> Charges de gestion des placements | -2,578 | -2,060 | -2,144 | -2,137 | -0,598 |
| <input type="checkbox"/> Revenu net des placements | 5,479 | 1,150 | 3,288 | 2,558 | 3,113 |
| <input type="checkbox"/> Autres charges d'exploitation | -0,216 | -0,171 | -0,164 | -0,185 | -0,142 |
| <input type="checkbox"/> Résultat d'exploitation | 5,263 | 0,979 | 3,125 | 2,373 | 2,971 |
| <input type="checkbox"/> Régularisation du résultat d'exploitation | -0,730 | 0,022 | 0,385 | 0,358 | 1,203 |
| <input type="checkbox"/> Sommes distribuables de l'exercice | 4,533 | 1,001 | 3,510 | 2,731 | 4,174 |
| <input type="checkbox"/> Régularisation du résultat d'exploitation (annulation) | 0,730 | -0,022 | -0,385 | -0,358 | -1,203 |
| <input type="checkbox"/> Variation des plus ou moins-values potentielles des titres | 12,274 | -6,337 | -7,953 | 1,562 | 11,565 |
| <input type="checkbox"/> Plus ou moins-values réalisées sur cession de titres | -2,665 | -2,503 | -1,700 | 2,434 | 1,434 |
| <input type="checkbox"/> Frais de négociation de titres | -0,125 | -0,172 | -0,186 | -0,281 | -0,237 |
| <input type="checkbox"/> Plus ou moins-values sur titres et frais de négociation | 9,485 | -9,011 | -9,840 | 3,715 | 12,762 |
| Résultat net de l'exercice | 14,748 | -8,032 | -6,715 | 6,088 | 15,733 |
| <input type="checkbox"/> Résultat non distribuable de l'exercice | 9,485 | -9,011 | 9,840 | 3,715 | 12,762 |
| <input type="checkbox"/> Régularisation du résultat non distribuable | -1,168 | -0,886 | 1,498 | 4,771 | 3,586 |
| <input type="checkbox"/> Sommes non distribuables de l'exercice | 8,317 | -9,897 | 11,338 | 8,486 | 16,348 |
| <input type="checkbox"/> Distribution des dividendes | 1,001 | 3,510 | 2,731 | 4,174 | 4,098 |
| Valeur Liquidative | 152,488 | 140,639 | 153,045 | 163,604 | 156,562 |

5-2 Ratios de gestion des placements

| | <u>31/12/2021</u> | <u>31/12/2020</u> | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> | <u>31/12/2017</u> |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Charges de gestion des placements/ actif net moyen : | 1,549% | 1,547% | 1,547% | 1,548% | 0,606% |
| Autres charges d'exploitation/actif net moyen : | 0,130% | 0,128% | 0,118% | 0,134% | 0,144% |
| Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen : | 3,162% | 0,735% | 2,255% | 1,719% | 3,008% |
| ·Actif net moyen | 70 740 526,334 | 66 545 898,861 | 64 358 859,127 | 50 056 327,317 | 21 859 508,201 |

5-3 Rémunération du gestionnaire, du dépositaire et des distributeurs :

5.3.1 Rémunération du gestionnaire

La gestion du FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS est confiée à TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT (anciennement dénommée BIAT ASSET MANAGEMENT) et ce, à compter du 15 Janvier 2007. Celle-ci est, notamment, chargée de :

- La gestion du portefeuille du FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS ;
- La gestion comptable du FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS ;
- La préparation et le lancement d'actions promotionnelles.

En contrepartie de ses prestations, TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT perçoit une rémunération de 1,20% HT l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien et réglée mensuellement à terme échu.

Etant précisé que tous frais justifiables revenant au CMF, à la BVMT, à Tunisie Clearing ou définis par une loi, un décret ou un arrêté sont supportées par le fonds.

Le taux de cette rémunération est entré en vigueur le 01/01/2018 suite à la décision du Conseil d'Administration de TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT, qui s'est réuni en date du 28 Avril 2016, modifiant ledit taux de **0,3% TTC** à **1,20% HT** de l'actif net l'an.

5.3.2 Rémunération du dépositaire

La BIAT assure les fonctions de dépositaire pour le FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS. Elle est chargée, à ce titre :

- de conserver les titres et les fonds du FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS ;
- d'encaisser le montant des souscriptions des porteurs de parts entrants et le règlement du montant des rachats aux porteurs de parts sortants, ainsi que l'encaissement des divers revenus de portefeuille géré ;
- de la mise en paiement des dividendes ;

- du contrôle de la régularité des décisions d'investissements, de l'établissement de la valeur liquidative ainsi que le respect des règles relatives aux ratios d'emploi et aux montants minimum et maximum de l'actif du fonds.

En contrepartie de ses services, la BIAT perçoit une rémunération annuelle de 0,1 % HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien et réglée mensuellement à terme échu.

Le taux de cette rémunération est entré en vigueur le 01/01/2018 suite à la décision du Conseil d'Administration de TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT, qui s'est réuni en date du 28 avril 2016, modifiant ledit taux de **0,10% TTC** à **0,10% HT** de l'actif net l'an.

5.3.3. Rémunération des distributeurs :

La BIAT, TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT (anciennement dénommée BIAT ASSET MANAGEMENT) et la BIATCAPITAL sont les distributeurs des parts du FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS.

A noter qu'à partir du 15/07/2021, TUNISIE VALEURS remplace BIATCAPITAL en tant que distributeur des titres du fonds FCP BIAT – EPARGNE ACTIONS et ce, à la suite de l'opération de Fusion Absorption de BIATCAPITAL par TUNISIE VALEURS.

La commission de distribution payée par le fonds en faveur des distributeurs au prorata de leurs distributions, est prise en charge par le gestionnaire, la TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT.

Cette prise en charge est entrée en vigueur à partir du 1er janvier 2018.